

## COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 20 SEPTEMBRE 2018

### MEMBRES PRESENTS : 8

Mmes N Aubin, H Fossat, I Petit, Mrs JM Duleau, R Godfroy, P Petit, JL Pion, R Billot

### MEMBRES ABSENTS : 5

L Bouyou. C Vignaud, N Zekrity (pouvoir R Billot), F. Bouyssou (pouvoir JL Pion), JP Landa,

### SECRETAIRE DE SEANCE : I Petit

#### - Approbation du compte rendu du conseil municipal du 30 août 2018

Le compte rendu du 30 août est approuvé après rectification de Mme Fossat.

Votants	10	8 + 2 pouvoirs
Pour	8	
Contre	0	
Abstention	2	JL Pion pour F Bouyssou dont il a le pouvoir R Billot

#### - 2018-09-40 : - APPROBATION DES RAPPORTS ANNUELS SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF POUR L'EXERCICE 2017

Nathalie Aubin s'assure que tous les membres du conseil aient bien été destinataires des rapports et demande s'ils souhaitent avoir des informations supplémentaires. Elle précise que les données des RPQS rendent compte de l'activité du service. Les éléments sont saisis sur le site de l'observatoire de l'eau et proviennent des données des services techniques communaux, de la Suez chargée du suivi des installations d'eau potable et d'assainissement, du Conseil Départemental, Satese, chargé du suivi et du contrôle des unités de collecte et traitement des eaux usées et de l'Agence Régionale de la Santé (ARS).

Madame La Maire rappelle que ces rapports doivent être présentés à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, les présents rapports et la délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement ([www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)).

Le RPQS doit contenir, a minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Les présents rapports sont publics et permettent d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Après présentation de ces rapports, le conseil municipal :

**ADOpte** les rapports sur le prix et la qualité du service public de l'eau et d'assainissement collectif.

**DECIDE** de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération

**DECIDE** de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site [www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)

**DECIDE** de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA

votants	10	8 + 2 pouvoirs	délibération 2018-09-40
Pour	10		
Contre	0		
Abstention	0		

#### - 2018-09-41 : - DECISION MODIFICATIVE N°1 BUDGET M49

Madame La Maire rappelle aux membres du conseil municipal que dans le cadre de pose de nouveaux branchements ou de modifications de branchements d'eau chez les particuliers, la commune est amenée à faire exécuter des travaux à une entreprise extérieure (dépenses imputées au compte 615231 de la section d'exploitation) et à refacturer les travaux aux particuliers (recettes au compte 70168).

Elle indique que pour donner suite à une demande d'un particulier de déplacement de son branchement d'eau, un devis de 912 € a été établi selon les prévisions de l'entreprise qui sera en charge des travaux.

Le particulier a accepté le devis.

Madame La Maire précise que la dépense et la recette n'étaient pas prévues au budget et propose d'augmenter les crédits de 912 €.

Les dépenses et recettes peuvent se résumer selon le tableau suivant :

Désignation	Diminution des crédits	Augmentation des crédits
R 7068 : autres prestations de service		912,00€
D 61523 : réseaux		912,00€

Après délibération, les membres du conseil municipal

- Valident les mouvements de crédits proposés

Votants	10	8 + 2 pouvoirs	délibération 2018-09-41
Pour	10		
Contre	0		
Abstention	0		

#### **- 2018-09-42 : - AIDE FINANCIERE 2018 AUX ASSOCIATIONS COMMUNALE ACCA ZARPIONS**

Huguette Fossat précise qu'elle a bien reçu les demandes et tous les documents des associations de l'ACCA et des Zarpions. Elle ajoute qu'elle a rencontré le président de l'ACCA au sujet du compte épargne de cette association. Celui-ci lui a expliqué suivre les consignes de la fédération nationale de chasse demandant une année d'avance en trésorerie. Il s'est engagé à faire un courrier en ce sens.

Les dossiers étant complets, elle propose de voter une aide au fonctionnement de 400€ pour les deux associations.

Après avoir entendu H Fossat confirmant que les dossiers pour les associations ACCA et Zarpions étaient complets, Mme La Maire propose d'attribuer la somme de 400€ aux deux associations. Elle invite les membres du conseil municipal à voter pour chaque association.

Après discussion et délibération,

Les membres du conseil municipal décident d'attribuer un soutien de 400€ à l'ACCA

Votants	10	8 + 2 pouvoirs
Pour	7	
Contre	3	P Petit, I Petit, M Duleau
Abstention	0	

Les membres du conseil municipal décident d'attribuer un soutien de 400€ à l'association les Zarpions.

Votants	10	8 + 2 pouvoirs
Pour	10	
Contre	0	
Abstention	0	

#### **- 2018-09-43 : - PACTE DES HAUTS-DE-GARONNE : CHARTE LOCALE POUR UN ACCES A UNE ALIMENTATION DE QUALITE**

Nathalie Aubin précise aux membres du conseil municipal que cette charte reçue avec la convocation a été initiée par le Conseil Départemental dans le cadre des pactes territoriaux.

Plusieurs réunions menées depuis 2014 avec différents partenaires (Caf, Associations, Collectivités

Territoriales ...) ont conduit à un projet de charte structurée sur trois axes :

- Développer l'accès à une aide alimentaire de qualité en faveur des personnes fragilisées.
- Accompagner, autour de l'aide alimentaire, les initiatives innovantes contribuant au développement des ressources des territoires et des personnes.
- Développer une alimentation de qualité en production et approvisionnement local.

JL Pion trouve que cette charte est porteuse de beaucoup d'intentions et s'interroge sur ses effets concrets.

I Petit répond qu'il y a quand même des illustrations concrètes sociales et environnementales (jardins partagés...).

Huguette Fossat y rajoute l'épicerie solidaire, les ateliers cuisine de la cabane à projets ouverte à toutes et tous.

R Billot s'inquiète de la participation de certaines associations dans l'élaboration de cette charte, dont il doute du mode de fonctionnement.

Nathalie Aubin précise que le Conseil Départemental prend dans cette charte des engagements. Signer cette charte c'est valider des intentions politiques que nous partageons.

### **Délibération**

Madame La Maire rappelle aux membres du conseil municipal qu'elle leur a adressé une proposition du Pacte Territorial des Hauts-de Garonne pour l'adhésion de la commune à une charte locale de développement de l'aide alimentaire de qualité.

Les travaux du Livre blanc des territoires girondins et les contributions qui ont été remises dans le cadre du pacte territorial des Hauts-de-Garonne ont confirmé l'importance d'assurer l'accès de chacun aux droits fondamentaux, parmi lesquels une alimentation de qualité. Il s'agit ainsi de répondre au défi alimentaire en s'appuyant sur les nombreuses initiatives locales (épiceries solidaires, jardins partagés, ateliers cuisine...), sur les acteurs du territoire et, de structurer l'action locale et territoriale pour permettre un accès pour tous à une alimentation saine, équilibrée, produite localement et accessible financièrement.

A ce titre, un groupe de travail intitulé « alimentation de qualité et aide alimentaire » a été mis en place avec les acteurs à l'initiative du Département en juin 2017 pour rédiger une charte locale pour un accès à une alimentation de qualité à l'échelle des communautés de communes des Coteaux bordelais, des Portes de l'Entre-deux-Mers et du Créonnais.

La charte s'appuie sur des constats et différentes expériences menées sur ces territoires et à l'échelle départementale en vue de faire évoluer l'offre d'aide alimentaire et d'accompagnement social en vue de toucher un plus large public.

Elle vise à déboucher sur un plan d'action concret de déploiement d'une alimentation de qualité accessible à tous : information et orientation des publics, développement des services d'accompagnement, développement de l'approvisionnement local et de la qualité des produits de l'aide alimentaire. Elle définit les relations entre les partenaires sur la base de valeurs partagées, en respectant les rôles de chacun et en se basant sur le principe de subsidiarité. Elle énonce des objectifs communs et les engagements des partenaires.

La signature de la charte est prévue lors du prochain conseil de territoire des Hauts-de-Garonne en novembre 2018. L'adhésion à la charte sera ouverte à toute collectivité ou structure volontaire.

En conséquence, Madame La Maire demande aux membres du conseil municipal :

- d'approuver les objectifs et axes de la charte locale tels que définis dans le document joint,
- de l'autoriser à signer la charte en tant que partenaire de sa mise en œuvre.

Après discussion et délibération, les membres du conseil municipal

- approuvent les objectifs et axes de la charte locale tels que définis dans le document joint.
- autorisent Mme La Maire à signer la charte en tant que partenaire de sa mise en œuvre.

Votants	10	8+2 pouvoirs	Délibération 2018-08-43
Pour	10		
Contre			
Abstention			

## **DIVERS**

### **Voirie :**

Travaux de voirie 2018 : Patrick Petit fait un point sur la réunion de la dernière commission concernant les travaux de voirie 2018.

En investissement, les voies communales n°11 route de Courcouyac et n°10 route du Capon ont été retenues après débat notamment pour la route du Capon. En effet, cette route est une voie utilisée par les administrés allant vers Bordeaux mais aussi par des poids lourds desservant le château du Grava qui ne respectent pas le tonnage et fragilisent le pont.

Mme la Maire va solliciter les services de gendarmerie pour effectuer des contrôles de tonnage et informer à nouveau le propriétaire du château pour faire le nécessaire afin que les livraisons soient faites avec des camions au tonnage approprié.

Autres travaux prévus en investissement :

trottoirs de la voie de Sacquey avec emplacements pour plantations

drainage au niveau de l'intersection entre la RD 239 et la VC 02

suppression de la cuvette sur la RD 239 à Pourquet

caniveau de la VC 1 au Bourg

Les fossés de Bel Air, Courcouyac et du Capon seront pris en charge sur les dépenses de fonctionnement.

Aménagement des Faures : Nathalie Aubin précise que la pose de coussins berlinois a été rejetée par le centre routier départemental.

**Placette de la Petite Lande** : Ces dépenses ne font pas partie de la voirie mais du programme de gestion différenciée. Patrick Petit rappelle que cette placette a été aménagée et accaparée par un riverain qu'il a rencontré avec la Maire. Ce dernier est informé de la volonté de la commune de réaménager cette place. Le projet est en cours d'élaboration.

**Arbres au niveau de l'intersection entre la RD 239 et la VC 21** : Nathalie Aubin regrette que Monsieur Landa ne soit pas là pour entendre la réponse à ses interrogations dont il a fait part au département et à la Préfecture. Elle précise que la taille des arbres ne peut se faire qu'à des périodes définies. L'arbre gênant la visibilité au niveau de la VC21 sera déplacé par l'entreprise et les arbres seront taillés en novembre. Elle informe que le déplacement de cet arbre permettra également d'empêcher les véhicules de faire demi-tour sur la RD 239 en empruntant l'entrée d'un particulier.

**Logements communaux** : N Aubin indique que la commission d'appel d'offre s'est réunie le 4 septembre pour l'ouverture des plis dans le cadre du marché.

42 entreprises ont téléchargé un dossier, 12 ont répondu (6 par voie électronique, 6 par voie postale). 1 offre était irrecevable pour manque de pièces. 2 lots ont été infructueux le lot 1 : charpente et 5 : menuiseries.

Le retour des analyses sera présenté le 28 septembre 2018. Un conseil municipal pour valider le choix des entreprises, le montant des dépenses et le financement sera proposé.



**Bâtiments** : R Billot indique que le sas au niveau de l'agence postale est en commande. La pose est prévue avant novembre.

La pose des devises républicaines à la mairie et à l'école ne devrait plus tarder.

La réponse à la demande de subvention pour le mobilier de l'école devrait arriver courant octobre.

**Bibliomédia : Opération « portrait »** : Isabelle Petit informe que l'opération a débuté le 20 septembre et durera jusqu'au 20 octobre. Elle précise que Maëlick, notre postière, est chargée de solliciter et accompagner les habitants à se photographier en train de lire. Les photos feront l'objet d'une exposition courant 2019 à l'occasion du 10<sup>ème</sup> anniversaire de la Bibliothèque. Elle précise qu'un photographe, mandaté et pris en charge par la Communauté des Communes a pris des clichés lors de la balade contée du 3 septembre.

**Rentrée scolaire** : N. Aubin indique qu'elle a rencontré l'inspecteur d'académie, Mr Berthout. Il n'y a pas de fermeture de classe. R. Billot informe de l'arrivée d'une nouvelle professeure d'école titulaire : Marion Julliot. Nous lui souhaitons la bienvenue.

**Transport scolaire** : Mme La Maire indique qu'elle a organisé avec H Fossat une réunion d'échanges entre parents sur les problèmes rencontrés pour les déplacements de leurs enfants vers les lycées. Elle déplore qu'il n'y ait eu personne bien que cette réunion ait été mise en place suite à des sollicitations de parents. Elle en déduit qu'il n'y a pas de problème.

**Achat de l'épareuse** : JL Pion, en charge du dossier, indique avoir revu la société Chambon qui a fait une proposition de reprise de l'ancien matériel. Cette offre étant la plus avantageuse Mme la maire propose de la retenir.

**CCAS** : H Fossat indique que l'été a été compliqué : plan canicule, beaucoup d'hospitalisations nécessitant un suivi et malheureusement des décès. Elle souhaite que l'automne et l'hiver apportent un peu plus de « calme ». Elle constate l'augmentation de demandes d'accompagnement des habitants.





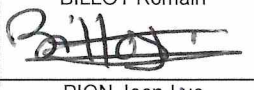
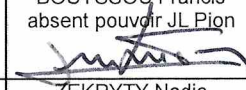

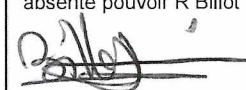
N Aubin rappelle l'importance de l'action du CCAS qui est un relais de proximité pour les habitants qui rencontrent des difficultés. L'augmentation des demandes montrent que les habitants sont en confiance grâce à l'écoute et la discrétion de ce service. Mme Fossat rappelle que le CCAS est un relais vers les différents services professionnels.

**Demande de Mr Landa sur la mise à jour du règlement du cimetière** : N. Aubin regrette que Mr Landa ne soit pas là pour en discuter. Elle ajoute que s'il passait du temps sur les dossiers qui l'intéressent, plutôt que de jouer le contrôleur, ceux-ci avanceraient plus vite.

**Journées du patrimoine** : I. Petit informe que le concert du 16 septembre à l'église de Haux était plaisant, une quarantaine de spectateurs se sont déplacés.

Le conseil municipal risque d'être avancé en fonction du retour des offres pour les travaux des logements communaux.

L'ordre du jour étant épuisé, Mme La Maire déclare la séance close à 21 heures 30.

AUBIN Nathalie 	LANDA Jean-Paul absent	GODFROY Roger 	DULEAU Jean-Michel 	PETIT Isabelle 
BILLOT Romain 	BOUYOU Laure absente	BOUYSSOU Francis absent pouvoir JL Pion 	PETIT Patrick	
PION Jean-Luc 	VIGNAUD Camille absente	ZEKRYTY Nadia absente pouvoir R Billot 	FOSSAT Huguette 